

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément ADER
51100 Reims

Reims, le 28/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CRISTAL UNION établissement CRISTANOL

1 route départementale 20A
BP 3
51110 Bazancourt

Références : D2 i 2025 1100
Code AIOT : 0005702992

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement CRISTAL UNION établissement CRISTANOL implanté 1 route départementale 20A BP 3 51110 Bazancourt. L'inspection a été annoncée le 10/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'Inspection s'est déroulée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des sites classés à autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Les thématiques retenues pour cette visite sont en lien avec les dossiers de porter à connaissance et de réexamen de l'étude des dangers du site en cours d'instruction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CRISTAL UNION établissement CRISTANOL

- 1 route départementale 20A BP 3 51110 Bazancourt
- Code AIOT : 0005702992
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Cristal Union établissement Cristanol exploite une distillerie, classée SEVESO seuil haut au titre des stockages d'alcool.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	COV - VLE	AP Complémentaire du 13/11/2017, article 3.2.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	COV - autosurveillance	AP Complémentaire du 13/11/2017, article 9.2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Porter à connaissance	AP Complémentaire du 13/11/2017, article 1.7.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réexamen EDD	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Sans objet
2	COV - points de rejets	AP Complémentaire du 13/11/2017, article 3.2.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant la mise à jour de l'étude de dangers, par sondage, l'Inspection n'a pas constaté d'écarts entre les éléments présentés dans les dossiers et les mesures de protection et de prévention mises en œuvre sur le site.

Concernant le suivi des rejets atmosphériques du site, notamment les COV au niveau des colonnes de lavage, il est à noter que l'exploitant a initié une demande de modification de son plan d'autosurveillance qu'il a ensuite mis en œuvre. Toutefois cette modification ne permet pas de répondre aux exigences réglementaires applicables ce qui entraîne des écarts constatés lors de la visite. Une partie de ces écarts a été identifiée en phase d'instruction et des échanges sont actuellement en cours avec l'exploitant pour régulariser sa situation rapidement.

Dans ce sens, il est demandé à l'exploitant de compléter son dossier afin de tenir compte des

constats effectués lors de la visite et de joindre à celui-ci un bilan actualisé de ses impacts sur l'air afin de pouvoir évaluer clairement l'incidence des modifications demandées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen EDD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, étude des dangers
Prescription contrôlée : Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.
Constats : L'exploitant a réalisé le réexamen de son étude de dangers en 2022. Par sondage, l'inspection a vérifié que les barrières de sécurité présentées dans le dossier sont bien mises en œuvre sur le site, notamment au niveau des installations concernées par des modifications récentes comme les stockages de dénaturants et les silos plats de stockage de drêches. Les barrières identifiées dans ces secteurs sont notamment le zonage des atmosphères explosives (ATEX), l'adéquation du matériel électrique dans les zones recensées ATEX et le nettoyage des poussières. Sur les points contrôlés, l'Inspection n'a pas constaté d'écart entre les mesures présentées dans l'étude de dangers et les actions mises en œuvre par l'exploitant. L'exploitant a indiqué que l'actualisation de son dossier relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) du site est prévu pour 2026. L'exploitant devra en transmettre une copie à l'Inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre une copie du DRPCE après son actualisation en 2026 à l'Inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : COV - points de rejets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2017, article 3.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, émissaires de rejets canalisés et émissions diffuses
Prescription contrôlée : <u>Installations à l'origine des rejets gazeux canalisés :</u> [...] Points de rejet ligne betteraves : <ul style="list-style-type: none"> • colonne de lavage de l'atelier de fermentation : F1 • colonne de lavage regroupant les colonnes des ateliers de distillation D1, D2 et TM1 (colonne C200) • colonne de lavage de l'unité de rectification surfin D3 • colonne de lavage de l'atelier de déshydratation surfin TM2 • 1 colonne de lavage aux postes de chargement d'alcools camions (Éthanol (non alimentaire) et Surfin (alimentaire)) (PCC) • 1 colonne de lavage des postes de chargement d'alcools wagons (PW) • 2 colonnes de lavage des bacs de stockage : SA1/SA2 et SA3 • installation de lavage de la concentration de vinasses (biofiltre GEA) Points de rejet ligne blé : <ul style="list-style-type: none"> • colonne de lavage de l'atelier de fermentation F2 • colonne de lavage des unités de distillation d'alcools et de déshydratation d'alcool D5/TM3 (colonne C700 et colonne C800 : 1 seul point de rejet) • colonne de lavage des bacs de stockage d'alcool n° 8 • installation de lavage de la concentration de vinasses (biofiltre HPD) • cheminée du sécheur de drèches • cheminée du sécheur gluten [...]
Constats : Lors de la visite d'Inspection l'exploitant a indiqué que la liste des émissaires présentée au paragraphe "installations à l'origine des rejets gazeux canalisés" correspond aux émissaires actuellement présents sur le site. Seul l'émissaire de rejets de l'atelier D6 ne figure pas dans cette liste. Toutefois cette modification est connue de l'Inspection et a fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance instruit en 2018. Cet émissaire sera ajouté à cette liste lors de la prochaine consolidation de l'arrêté d'autorisation du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : COV - VLE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2017, article 3.2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites de rejets canalisés
Prescription contrôlée : Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations instantanées, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 Kelvin) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Pour les installations de séchage, les mesures se font sur gaz humides.

Colonnes de lavage

Colonnes de lavage citées au 3.2.2.1 : 110 mg/Nm³ en COV totaux et 20 mg/Nm³ en acétaldéhyde.
Le flux total de COV émis par les colonnes est de 30 t/an.

Sécheur de gluten

Les rejets du sécheur de gluten sont limités à 95 mg/Nm³ en COV totaux et 18mg/Nm³ en COV spécifiques cités à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

Sécheur de drèches

Les rejets du sécheur de drèches sont limités à 95 mg/Nm³ en COV totaux et 18 mg/Nm³ en COV spécifiques cités à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998.

[...]

Disposition commune au sécheur de drèches, sécheur de gluten et tour d'atomisation

Le flux annuel maximal en COV totaux correspondant aux rejets cumulés des trois cheminées des sécheurs de drèches, de gluten et de la tour d'atomisation est inférieur à 30t/an.

En attente de la construction du sécheur de gluten et de la tour d'atomisation, le flux maximal annuel en COV totaux du sécheur de drèches est fixé à 10 t / an.

[...]

Lorsqu'un dispositif de réduction des émissions est nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant rédige une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de ce dispositif. Cette procédure indique notamment la nécessité :

- d'arrêter ou de réduire l'exploitation de l'installation associée à ce dispositif ou d'utiliser des combustibles peu polluants si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les vingt-quatre heures en tenant compte des conséquences sur l'environnement de ces opérations, et notamment d'un arrêt-démarrage,
- d'informer l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas quarante-huit heures.

La durée cumulée de fonctionnement d'une installation avec un dysfonctionnement ou une panne d'un de ces dispositifs de réduction des émissions ne peut excéder cent vingt heures sur douze mois glissants.

L'exploitant peut toutefois présenter au préfet une demande de dépassement des durées de vingt-quatre et cent vingt heures précitées, dans les cas suivants :

- il existe une impérieuse nécessité de maintenir l'approvisionnement énergétique,
- la perte d'énergie produite liée à l'arrêt de l'installation objet du dysfonctionnement serait compensée par une installation dont les rejets seraient supérieurs,
- l'impact environnemental d'un arrêt-redémarrage de l'installation en dysfonctionnement est supérieur aux rejets émis par l'installation en dysfonctionnement,
- il existe un risque lié à un arrêt-redémarrage de l'installation en dysfonctionnement.

Ces dispositions sont mentionnées dans la procédure d'exploitation.

Constats :

L'exploitant a présenté lors de la visite son tableau de suivi des rejets atmosphériques.

Pour 2024, le flux annuel de COV totaux rejetés au niveau des colonnes de lavage calculé par l'exploitant est de 32.4 tonnes. La valeur limite du flux est fixée à 30 tonnes par an. L'exploitant a

indiqué que ce dépassement est en partie lié aux modifications récentes et en partie à l'arrêt de plusieurs colonnes de lavage dans le cadre de son plan d'action pour la réduction de la consommation d'eau. Ce dernier point fait l'objet d'un constat spécifique visé au point n°5 du présent rapport.

Le tableau présenté indique également un dépassement des valeurs limites d'émissions pour l'Acétaldéhyde en 2024 sur la colonne de lavage F1 en période d'intercampagne. Le dépassement est de 40.03 mg/Nm3 pour une limite fixée à 20 mg/Nm3.

L'exploitant a indiqué que ce dépassement est lié à un dysfonctionnement sur une colonne de lavage et qu'il allait mettre à jour ses fiches réflexes afin d'y intégrer la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement de leurs colonnes de lavage des gaz (notamment en cas d'arrêt des ventilateurs, d'absence de débit d'eau ou de bisulfite de soude).

Plus globalement un travail de révision des prescriptions applicables au site sur le volet air est actuellement en cours. L'exploitant a déposé plusieurs dossiers de modifications de ses installations dont les conclusions sont susceptibles d'entraîner des modifications des émissions de COV sur les colonnes de lavage et de rendre inadaptée certaines prescriptions de l'arrêté d'autorisation du site.

Ce travail fait l'objet de plusieurs porter à connaissance actuellement en instruction et des échanges sont en cours avec l'Inspection. Toutefois, pour le moment, plusieurs points présentés dans ces dossiers ne permettent pas de répondre aux exigences réglementaires applicables et nécessitent des compléments. Un inventaire précis des émissaires de rejets ainsi que les contraintes techniques associées est nécessaire pour poursuivre l'instruction de la demande.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois,

Transmettre à l'Inspection une version consolidée des différents éléments de réponse apportés à la demande de compléments en date du 21/10/2025 qui tient compte des remarques formulées lors de la visite et y joindre un bilan actualisé des incidences du site sur le volet air comprenant :

- la liste actualisée des émissaires de rejets du site et des rejets présents sur chacun ;
- la liste des sources d'émissions diffuses pour les COV ;
- pour chacune des sources de rejets canalisées et diffuses précitées, les mesures ERC (éviter réduire compenser) pour en limiter les effets avant modification, actuellement en place et projetées ;
- les justifications des modifications précitées ;
- les éventuelles problématiques rencontrées pour réaliser les mesures sur les émissaires de rejets canalisés.

Transmettre la fiche réflexe mise à jour pour la conduite des installations en cas de problèmes sur les colonnes de lavage.

Sous 6 mois :

Transmettre le prochain rapport de contrôle des rejets atmosphériques qui sera réalisé en intercampagne sur l'émissaire raccordé à la colonne de lavage F1 pour l'Acétaldéhyde.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 4 : COV - autosurveillance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2017, article 9.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance

Prescription contrôlée :

Le programme comprend notamment les mesures suivantes :

- *si le sécheur de gluten est susceptible de rejeter plus de 5kg/h en poussières et plus de 10 kg/h en COV, les rejets feront l'objet d'une mesure en continu de la teneur en poussières à l'aide par exemple d'un opacimètre et d'une mesure en continu des COV totaux à l'exclusion du méthane. Des mesures de chacun des COV présents seront effectuées deux fois par an afin d'obtenir une corrélation entre la mesure des COV totaux et les espèces effectivement présentes.*
- Le sécheur de drèches fait l'objet d'une mesure de COV, SO₂, NO_x et poussières tous les ans lorsqu'il est alimenté en huile de fusel et tous les trois ans lorsqu'il est alimenté en gaz ou biogaz.

[...]

- les colonnes de lavage citées à l'article 3.3.3.3 font l'objet d'une mesure deux fois par an (en campagne et en inter-campagne) des COV totaux et de l'acétaldéhyde

[...]

Dans le cas des mesures en continu, les valeurs limites sont considérées comme respectées lorsque les résultats des mesures font apparaître simultanément que :

- aucune valeur moyenne mensuelle validée ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté
- aucune valeur moyenne journalière validée ne dépasse 110% de la valeur limite fixée par le présent arrêté
- 95% des valeurs moyennes horaires validées au cours de l'année civile ne dépassent pas 200% de la valeur limite d'émission.

Dans le cas de mesures discontinues ou d'autres procédures d'évaluation des émissions, les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats ne dépassent pas les valeurs limites.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon une fréquence annuelle

Constats :

L'exploitant a demandé à modifier son plan d'autosurveillance. Cette demande fait partie des porter à connaissance mentionnés au point précédent du présent rapport. L'exploitant a mis en œuvre son nouveau plan d'autosurveillance.

Toutefois, celui-ci ne couvre pas l'ensemble des émissaires où des polluants sont susceptibles d'être présent. Il est notamment constaté l'absence de contrôle pour 2024 concernant l'acétaldéhyde sur les émissaires D6, SA1/SA2, SA3, PCC et PCW.

Des échanges sont actuellement en cours avec l'Inspection dans le cadre de l'instruction sur ce

point.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 3 mois :</p> <p>Transmettre à l'Inspection une version consolidée des différents éléments de réponse apportés à la demande de compléments en date du 21/10/2025 qui tient compte des remarques formulées lors de la visite et y joindre un bilan actualisé des incidences du site sur le volet air comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la liste actualisée des émissaires de rejets du site et des rejets présents sur chacun ; • la liste des sources d'émissions diffuses pour les COV ; • pour chacune des sources de rejets canalisées et diffuses précitées, les mesures ERC (éviter réduire compenser) pour en limiter les effets avant modification, actuellement en place et projetées ; • les justifications des modifications précitées ; • les éventuelles problématiques rencontrées pour réaliser les mesures sur les émissaires de rejets canalisés. <p>Sous 6 mois :</p> <p>Transmettre le prochain rapport de contrôle des rejets atmosphériques qui sera réalisé en intercampagne et intégrant l'ensemble des émissaires où des polluants susceptibles d'être présent.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/11/2017, article 1.7.1
Thème(s) : Situation administrative, modifications
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du préfet de département, • du directeur départemental des services d'incendie et de secours, • du SIRACED-PC, • de l'inspecteur des installations classées, <p>avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>L'exploitant doit procéder à une mise à jour du Plan d'Opération Interne (POI) dès lors que cette modification est de nature à entraîner un changement notable du dossier de demande</p>

d'autorisation ou des hypothèses ayant servi à l'élaboration de l'étude des dangers, ce qui peut conduire au dépôt d'un nouveau dossier de demande d'autorisation.

Constats :

Lors de la visite d'Inspection, l'exploitant a indiqué avoir arrêté ses colonnes de lavage sur les émissaires PCC, PCW, SA1/SA2 et SA3.

L'arrêt de ces installations de traitement des rejets atmosphériques est susceptible d'avoir une incidence sur les impacts environnementaux du site et constitue donc une modification notable. Cette modification des installations et de leur mode d'utilisation n'est pas mentionnée dans les dossiers de porter à connaissance de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 3 mois,

Transmettre à l'Inspection une version consolidée des différents éléments de réponse apportés à la demande de compléments en date du 21/10/2025 qui tient compte des remarques formulées lors de la visite et comprenant l'ensemble des modifications intervenues sur les installations et sur leur mode de fonctionnement.

Transmettre également la dernière version du POI du site à l'Inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois